

L'impôt—Loi

notre pays. Nous estimons réellement qu'il faut mettre un terme à la coalition que les libéraux et les conservateurs ont formée contre nos concitoyens.

Des voix: Bravo!

M. Deans: Monsieur l'Orateur, je vous demande de tenter tout ce qui est ou que vous croyez être en votre pouvoir pour empêcher que cette coalition continue à empêcher notre pays de prospérer.

Des voix: Bravo!

M. Deans: Monsieur l'Orateur, j'aimerais pour terminer demander au gouvernement de me dire où il va trouver du travail pour les 1.5 million ou 1.8 million de Canadiens—selon les chiffres—qui sont actuellement au chômage. Comment créera-t-on ces emplois si nos concitoyens qui travaillent ne peuvent pas se permettre d'acheter les produits que nos chômeurs pourraient fabriquer?

Où le gouvernement trouvera-t-il les recettes fiscales nécessaires pour payer les dettes qu'il nous demande de l'autoriser à contracter aujourd'hui? D'où proviendront les impôts dans une économie qui rétrécit à vue d'œil? Qui les versera, ces impôts, si les Canadiens continuent à perdre leur emploi? Les chômeurs ne peuvent pas payer d'impôt sur le revenu; comme leur proportion augmente sans cesse dans la population, faudra-t-il que ceux qui ont encore du travail se chargent de ce fardeau supplémentaire pour que le gouvernement puisse gaspiller encore davantage? Serait-ce l'unique solution? Est-ce tout ce qu'il nous reste? Quel autre choix nous offre-t-on?

Comment pourrions-nous payer? Avec quoi paierons-nous, je le demande au ministre? Où trouverons-nous l'argent? Celui-ci ne peut venir que des impôts. S'il y a de moins en moins de gens qui travaillent et de plus en plus d'entreprises qui doivent fermer parce qu'elles sont en faillite, l'argent va se faire rare; où prendrez-vous alors l'argent pour rembourser?

Que le ministre sache, monsieur l'Orateur, que les politiques de son gouvernement sont absolument inacceptables. Toutes ces politiques, presque sans exception, s'étaient sur des hypothèses sans valeur: on mise sur un brusque revirement de l'économie nord-américaine dont le Canada pourrait tirer parti.

C'est un mythe, rien qu'un mythe. Je demande au ministre de me répondre. Qu'allez-vous faire pour modifier la situation, de telle sorte que les Canadiens puissent à nouveau travailler? Qu'allez-vous faire pour permettre aux consommateurs canadiens d'acheter des produits fabriqués au Canada? Que ferez-vous pour que l'industrie de l'automobile se maintienne à flot en cette dure période où on l'assiège? Comment ferez-vous pour ne pas réduire à néant l'industrie de la chaussure avant de perdre le pouvoir? Comment allez-vous garantir que notre réseau ferroviaire répondra aux besoins futurs du Canada? Comment comptez-vous réinsuffler chez les Canadiens cette confiance sans laquelle nous ne pourrions survivre en tant que pays? Quand cesserez-vous de priver les Canadiens de la chance de construire leur pays?

Des voix: Bravo!

M. Stan Darling (Parry Sound-Muskoka): Monsieur l'Orateur, je suis tout particulièrement honoré de pouvoir prendre la parole cet après-midi au sujet du projet de loi C-93 qui est un véritable projet de loi d'ensemble, puisqu'il autorise à la fois le gouvernement à emprunter de l'argent et à percevoir des taxes. Je me réjouis de pouvoir me faire le porte-parole, non seulement des habitants de ma circonscription, Parry Sound-Muskoka, mais également de tous les Canadiens.

Il faut tout de même que le gouvernement ait du culot pour nous demander de l'autoriser à emprunter 6.6 milliards de dollars pour financer ses programmes au moment même où il demande à la population de se serrer la ceinture. C'est plutôt lui qui devrait faire des sacrifices. Il sait fort bien à quel point les Canadiens se privent, souvent contre leur gré et injustement, et cela, uniquement parce que le gouvernement gère l'économie de façon inconsidérée et s'obstine à appliquer la même politique désastreuse. C'est ce même gouvernement qui se désintéresse totalement des malheurs des Canadiens et qui a ébranlé leur confiance qui devrait faire des sacrifices. Le gouvernement devrait cesser de gaspiller les derniers publics, souvent dépensés en pure perte d'ailleurs, car ce gaspillage est la principale cause de la crise actuelle. Le gouvernement nous demande de l'autoriser à emprunter 6.6 milliards, mais il oublie de quelle façon inconsidérée il dépense déjà l'argent en sa possession. Il demande au Parlement de lui signer un chèque en blanc et de lui faire confiance sur la façon dont il va l'utiliser.

Il n'y a pas un Canadien, pas un chef d'entreprise qui pourrait emprunter de l'argent de cette façon ou gérer ses affaires de manière aussi scandaleuse. Pourtant, c'est une simple question de gestion saine et pratique mais, visiblement, le gouvernement ne le comprend pas. Le gouvernement nous demande de fermer les yeux sur ce gaspillage. C'est à croire que son arrogance ne connaît pas de limites. Seulement, si nous lui accordons le pouvoir d'emprunt, qui va devoir rembourser cet argent et à quel prix? Nous savons que l'argent doit venir des poches des contribuables canadiens et, comme l'orateur précédent vient de le dire, en toute vraisemblance cet argent servira à rembourser la dette au lieu d'être injecté dans l'économie, qui en a pourtant bien besoin.

● (1550)

Le gouvernement sait qu'emprunter de cette manière équivaut à reporter ses impôts. Ce qu'on emprunte aujourd'hui devra être remboursé ultérieurement, intérêts en plus. A mesure que le gouvernement s'endette davantage de propos délibéré, il oblige les Canadiens à se serrer la ceinture. Quel héritage déplorable et honteux pour les générations futures! On sent que l'incertitude grandit au sein de la population. C'est un sentiment très réel, mais que le gouvernement refuse d'admettre.

Le budget de novembre est un parfait exemple de cette indifférence. Le gouvernement a manqué une belle occasion de racheter ses erreurs passées. En proposant une politique et des programmes solides, il pouvait offrir une aide à court terme et des projets à long terme pour redonner confiance dans l'avenir.